

# Que s'est-il passé le 17 Octobre 1961 ?

Cette date désigne en réalité un épisode de la guerre d'Algérie (1954-1962) qui se produit principalement à Paris, du 17 au 20 octobre.

Maurice Papon, responsable de la déportation de nombreux/ses juifs/ves pendant l'occupation nazie, est alors préfet de police à Paris. Il a acquis à Constantine une dangereuse expérience de la guerre coloniale. Il agit sous l'autorité de Roger Frey, ministre de l'intérieur et Michel Debré, premier ministre sous la présidence de De Gaulle.

Ce 17 Octobre 1961, 30 à 40 000 Algérien-ne-s - adultes et enfants - quittent les bidonvilles et les quartiers populaires, bravent le couvre-feu qui leur interdit de circuler de 20h30 à 05h30 et vont manifester pacifiquement dans les quartiers animés du centre de Paris.

La manifestation, initiée par le FLN est quasi-obligatoire, mais elle répond au souhait de nombre d'Algérien-ne-s de réagir aux exactions policières qu'ils/elles subissent depuis le printemps 1961 : arrestations arbitraires, tortures, terreur, meurtres. C'est le résultat de la "politique" que Maurice Papon met en œuvre à l'encontre des Algérien-ne-s, dans le but d'anéantir la fédération de France du FLN. Celle-ci a riposté par des attentats visant des commissariats de police.

Depuis le 5 Octobre, le couvre-feu et d'autres mesures, destinées aux seul-e-s Algérien-ne-s sont en vigueur : fermeture des cafés algériens à 19h00, interpellation systématique des Algérien-ne-s circulant en voiture, interdiction de circuler en groupe.

Par leurs slogans, ce 17 Octobre, les manifestant-e-s protestent contre ces mesures racistes et revendiquent l'indépendance de l'Algérie.

Soudain, la police se déchaîne. Elle croit que les manifestant-e-s sont armé-e-s et que des policiers ont été tués. La répression est sanglante : fusillades, chasse au faciès, tabassages sous les yeux des Parisien-ne-s. Dans l'ensemble, les passants ne réagissent pas. Certain-e-s prennent part à la mêlée, dénoncent les fuyard-e-s, éructent des insultes racistes. D'autres tentent de porter secours ou de s'interposer.

Des milliers d'hommes algériens sont raflés, jetés dans des cars de police et des bus de la RATP et frappés. D'autres sont matraqués à mort dans la cour de la préfecture de police, en présence de Maurice Papon. D'autres encore sont pendus dans des bois. De nombreux-ses Algérien-ne-s sont jeté-e-s dans la Seine.

En dépit du danger, les manifestations continuent les jours suivants : 18 Octobre, grève des commerçant-e-s, pris-e-s en tenailles entre le FLN qui les oblige à fermer et la police qui veut les forcer à ouvrir. 18 et 19 Octobre, des groupes d'Algérien-ne-s tentent de braver le couvre-feu.

20 Octobre, manifestation des femmes pour exiger la libération des hommes arrêtés. Dans d'autres villes du Nord et de l'Est de la France, des manifestations ont lieu les 18 et 19 Octobre.

Durant ces trois jours, arrestations, massacres et violences se poursuivent sans répit.

Dans les lieux de détention, au palais des sports, au stade de Coubertin, au centre de tri de

Vincennes, au parc des Expositions, dans les sous-sols des commissariats, des Algériens sont parqués dans des conditions concentrationnaires. A l'arrivée, "comités d'accueil" : les prisonniers sont forcés à passer entre deux longues rangées de policiers armés de barres de fer et autres engins et qui les frappent comme des forcenés. Puis les détenus sont privés de soins médicaux, d'hygiène, de sommeil, de nourriture et d'eau durant plusieurs jours.

En quatre jours, sur 35 à 60 000 manifestant-e-s, il y a eu 14 000 arrestations, principalement des hommes. Cette rafle fut comparée aux rafles des juifs/ves sous l'occupation. 1 500 Algériens ont été déportés dans des camps en Algérie ; cela fut appelé "retour dans le douar d'origine". D'autres ont été internés dans des camps ou des prisons en France.

On n'est jamais parvenu à déterminer précisément le bilan des victimes : au moins des centaines de blessé-e-s, des personnes disparues et combien de mort-e-s ?

On a d'abord parlé de deux ou trois mort-e-s, puis de dizaines, puis plus récemment d'une centaine, voire 200 à 300 mort-e-s.

Falsification des registres, mensonges de Maurice Papon, disparitions, cadavres jetés dans la Seine et jamais retrouvés... ruinent toute possibilité d'établir un bilan exact.

En outre, on sait que les massacres ont commencé avant les manifestations et ont continué après ; la date du 17 Octobre renvoie donc à une période plus large et résolument floue.